

INTERVENTION 13 DÉCEMBRE 2016

SUJET : SÉANCE PUBLIQUE

« Merci, Monsieur le Président.

Je ne peux pas m'empêcher de répondre à Mme FRESKO-ROLFO, en lui disant que j'ai beaucoup d'admiration pour tous ses efforts en ce qui concerne la mutilation génitale féminine et d'autres sujets qui concernent Monaco. J'aimerais, franchement, qu'elle consacre autant d'énergie, qu'elle fasse preuve d'autant de talent à lutter contre la discrimination dont souffrent les femmes à Monaco qui consiste, bien entendu, dans la situation de chef de foyer puisqu'elles sont discriminées, cette discrimination nous oblige d'ailleurs à émettre des réserves à plusieurs textes internationaux qui défendent l'égalité des droits.

D'un côté je vous félicite, de l'autre côté j'aimerais bien que vous élargissiez un petit peu vos efforts pour s'occuper des gens de ce pays, non pas que ceux qui sont loin n'ont pas besoin d'aide, mais les Monégasques d'abord, n'est-ce pas ?

Merci, Madame.

Merci, Monsieur le Président.

J'ai entendu avec attention M. NOUVION et je dois vous dire que je ne suis pas d'accord avec lui. J'ai, moi-même, des enfants qui sont dans cette tranche d'âge, en seconde, etc... et je trouve que déjà, Monsieur le Conseiller, les questions qu'on leur pose sur le futur qu'ils veulent embrasser... cela me choque ! Lorsqu'à une gamine de 15 ans on lui demande ce qu'elle veut faire, moi je suis content qu'elle ne sache pas répondre. Je crois que je serais plus inquiet par le contraire.

Je crois qu'il faut au contraire les pousser à étudier le mieux possible dans le plus de domaines possibles. Je vous signale d'ailleurs que la France et Monaco sont sur ce point complètement différents des Etats-Unis et de l'Angleterre où le tronc commun continue pendant encore au moins les deux premières années de l'université. On ne demande même pas aux gens de se décider avant qu'ils rentrent à l'université, les deux premières années sont encore un tronc commun. C'est pour cela que je guerroie avec Monsieur le Conseiller – enfin « guerroie » gentiment – sur les bourses parce que je pense que c'est là effectivement qu'il faut faire un effort et ne pas obliger les jeunes à décider, mais les aider justement à continuer, avec une culture générale, le plus longtemps possible.

En ce qui concerne les Monégasques qui sont à l'étranger, je connais ce sujet parce que je suis secrétaire de l'Association Monégasque de l'Etranger dont le Président est Pierre-André CHIAPPORI, qui a été créée sous l'initiative d'un membre de la famille d'un de nos Conseillers



Nationaux dans cet hémicycle et je dois vous dire qu'il est très compliqué d'assurer un suivi de ce qui se passe parce que ces personnes, souvent, ne veulent pas être suivies, telle est la simple raison. C'est tellement compliqué que j'ai décidé, avec le Conseil d'Administration, de passer le bébé au Monaco Economic Board pour essayer qu'il l'aborde comme un réseau et je crois que malheureusement, jusqu'à présent, ils n'ont pas réussi beaucoup mieux que je l'avais fait jusqu'à présent.

Dans ce sens-là, pour rebondir sur ce que vient de dire M. ALLAVENA, la question ce n'est pas qu'il n'y a pas d'emploi pour les jeunes à Monaco, la vraie question c'est la fuite des cerveaux, c'est-à-dire que malheureusement, plus ils sont brillants, moins ils reviennent. C'est cela qui m'inquiète. Je n'ai pas de solution à vous offrir. Je voudrais dire que je suis complètement d'accord avec les interventions de M. POYET et de M. ALLAVENA qui disent qu'en fait il faut former le mieux possible ces jeunes Monégasques et, évidemment, leur offrir des moyens pour rentrer. Je suis également favorable à une diaspora. Voilà ce que je voulais vous dire.

Merci, Monsieur le Président.

Je ne voulais pas du tout parler de cela, je voulais en fait féliciter Monsieur le Conseiller pour les Relations Extérieures et la Coopération du travail qu'il fait dans les négociations avec l'Europe. Pour avoir rencontré la cellule qui s'occupe particulièrement de l'Europe je voulais vous féliciter pour le travail accompli.

Je suis moi-même assez confiant que cela avance dans la bonne direction, je suis un peu moins confiant que le Ministre ait raison lorsqu'il dit « si on ne signe pas, on ne signe pas et on se retrouve là où on est ». J'ai l'impression que le statu quo n'existe pas dans ce domaine et que l'insécurité juridique dont nous souffrons dans plusieurs domaines, y compris dans le domaine financier où nous ne pouvons pas exporter nos produits, n'ira pas en diminuant, n'ira qu'en augmentant si nous ne signons pas. Donc, je crois qu'il ne faut pas laisser croire aussi aux Monégasques que la situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui restera inchangée dans le cas où nous ne parviendrions pas, pour de bonnes raisons, peut-être, à un accord avec l'Europe. Il y a un danger que les acquis que nous avons et qui tiennent aujourd'hui sur des montages juridiques bancals soient remis en cause par des partenaires européens.

Cela, je tenais à le dire. Cela ne veut pas dire qu'il faut signer à tout prix, etc... mais cela veut dire qu'il faut être conscient que rien n'est figé.

Quant à la discussion vraiment intéressante à laquelle nous avons assisté jusqu'à présent, je suis sûr que les Monégasques apprécieront les guerres intestines de la majorité issue des urnes.

Merci.

Merci, Monsieur le Président.

Sur le dernier point, la capacité des écoles à Monaco, je l'ai dit une fois, les 2 km² à Monaco j'ai l'impression que parfois c'est dans la tête que nous les avons. De toute évidence scolariser des

enfants de personnes qui viennent travailler ici est un élément fondamental pour l'attractivité du pays. Je crois que lorsque les gens décident de changer de travail, un des critères qu'ils utilisent, probablement tout proche de celui du salaire, c'est la possibilité de mettre leur(s) enfant(s) dans de bonnes écoles et que cela soit pratique aussi de le faire. Moi je le vois d'une manière un peu comme un investissement, c'est comme les bourses d'études. La bourse ce n'est pas une aide c'est un investissement. Permettre de scolariser les enfants des travailleurs pendulaires qui, je le rappelle, créent une grande partie sinon la grande majorité de notre Produit Intérieur Brut, c'est une question d'attractivité.

Alors, évidemment, il y a un problème de place, je suis le premier à le reconnaître et faire des écoles à Monaco cela est difficile nous avons peu de place. Par contre, nous avons des atouts, nous avons un système de l'Education Nationale qui est extrêmement performant, des résultats au baccalauréat qui sont pratiquement parfaits, nous avons un savoir-faire certain et moi je me demande pourquoi on ne fait pas comme le Port de Vintimille ? Si on peut mettre des bateaux dans le Port de Vintimille et je crois que c'est une bonne idée, en principe, pour parquer les bateaux en excès, pourquoi est-ce que l'on ne crée pas, gérées par l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, des écoles en France ? A Beausoleil, à Cap d'Ail, je ne sais où ?

Je crois que cela serait gagnant/gagnant. Alors, évidemment, on va me dire que cela n'est pas possible, que je rêve, etc... Comme on me le disait, tu rêves – là je regarde M. VALERI – lorsque nous avons commencé à aborder le sujet du Télétravail. On s'est fait traiter de tous les noms. Moi je veux bien me faire traiter de tous les noms parce que je pense que c'est comme cela que Monaco va se développer, en se sortant les 2 Km² de la tête.

Merci.

Je voudrais juste m'assurer, Monsieur le Conseiller de Gouvernement-Ministre, que cette organisation est staffée correctement. Je crois que son rôle est très important dans la place financière monégasque, particulièrement important après que nous ayons signé il y a deux semaines maintenant les nouveaux accords de coopération et d'échange automatique d'informations. Je crois qu'il est important que l'on regarde avec attention que des personnes compétentes et en nombre suffisant soient dans cette organisation pour faire leur travail d'une manière impeccable.

Je vous remercie.

Monsieur le Conseiller, je suis content de votre réponse mais je crois que si effectivement les personnes qui sont amenées à travailler dans ce service sont en compétition, comme vous le dites justement, avec des emplois dans le secteur privé, je crois qu'il ne faut pas hésiter à ajuster la grille des salaires pour permettre de recruter ces personnes-là. On ne peut pas avoir un système de rémunération qui est celui des fonctionnaires si ce système-là ne nous permet pas d'engager les personnes dont on a besoin. Il faut être pratique dans ce domaine-là.

Page 166 : L'intervention de Monsieur NOUVION m'a réveillé et je peux difficilement être en désaccord avec lui. Je crois qu'il faudrait commencer, peut-être, à regarder les organisations auxquelles nous donnons des subventions, j'en cite au hasard, mais que ce soit le Grimaldi Forum, le Musée ou l'A.C.M., et regarder l'aide qu'on leur fournit par rapport au budget entier. Lorsqu'on regarde la subvention au C.H.P.G., on retrouve à la fin du document des chiffres sur le C.H.P.G. qui indiquent la subvention que nous accordons à cette organisation, à comparer à ses dépenses totales à ses recettes totales, ce qui me paraît tout à fait normal. Pour d'autres organisations, ce n'est pas le cas puisqu'on nous informe de la somme allouée à... – je ne vais pas citer parce qu'on pourrait me dire que je n'ai pas pris le bon exemple – mais il y en a une demi-douzaine qui ont des revenus qui leur sont propres, on leur donne une subvention et moi j'aimerais bien savoir ce que cette subvention représente dans les revenus totaux de cette organisation. Je ne vais pas dire un nom ou un autre, mais je crois que d'une manière générale je serais favorable pour aller dans le sens que suggère M. NOUVION.

Merci.

Merci, Monsieur le Président.

Je vais être très rapide. Je souscris, bien évidemment, aux propos de mon collègue ROBINO, je voulais simplement vous faire remarquer que dans les deux années qui viennent nous allons dépenser plus d'argent pour les abris pour les animaux que pour les bourses d'études.

Merci.

Merci, Monsieur le Président.

J'écoutais avec attention la réponse de Madame le Conseiller de Gouvernement-Ministre qui a dit « je crois que nous prêtons... » c'est bien ce que vous avez dit non ?

(Rires et brouhaha).

... Je n'aime pas ce mot « prêter » !

Mais enfin, est-ce que vous êtes d'accord quand même sur le principe que lorsqu'on a une école qui est une école pour profit, il y a des investisseurs, il y a des gens qui font payer des sommes qui sont loin d'être négligeables aux étudiants, pourquoi nous, les Monégasques, les pauvres, on va donner des subventions aux riches ? Je ne comprends pas ! Vous pouvez m'expliquer s'il vous plaît ?



UNIONMONÉGASQUE

Juste pour vous demander Monsieur le Président, vous mettez tous les Comptes Spéciaux du Trésor en même temps ou bien ligne par ligne ?

Je vous remercie pour votre attention. »

Bernard Pasquier